

## LES ÉLECTIONS DE 1936

*Le second tour de scrutin des élections législatives a eu lieu dimanche dernier, 3 mai. Il a confirmé la certitude que donnait déjà le premier tour : celle d'un glissement caractérisé vers la gauche. Toutefois, la victoire remportée par les partis extrémistes est encore plus grande qu'on ne le prévoyait. Le parti communiste, qui, dans l'ancienne Chambre, détenait seulement une dizaine de sièges, en aura 72 dans la prochaine, sans parler des 10 sièges conservés par les communistes dissidents. Son gain est donc de 62 sièges. Les socialistes S. F. I. O., de leur côté, qui n'étaient plus que 97, passent à 146. Les deux Internationales, à elles seules, totaliseront 228 mandats sur 614. Sans doute, dans l'autre camp — celui qui a lutté contre le Front populaire — les positions restent-elles à peu près stables, avec 236 sièges environ. Aucune de ces deux masses n'est assez forte pour imposer sa volonté. L'arbitrage sera fait entre elles par les radicaux-socialistes, les socialistes indépendants et les socialistes U. S. R. qui, bien que lourdement éprouvés, représentent encore environ 150 voix. Ceux-là, presque tous, se sont présentés aux élections sous la bannière du « Rassemblement populaire », c'est-à-dire qu'ils ont fait cause commune, surtout au second tour, avec les socialistes S. F. I. O. et les communistes. Mais une formation électorale survit rarement au scrutin qui l'a motivée. Il faut s'attendre, principalement dans les rangs radicaux-socialistes, à des défections. Seront-elles assez nombreuses pour empêcher les partis extrémistes de se livrer aux expériences gouvernementales les plus périlleuses pour l'ordre social, économique et monétaire ? C'est là la grande inconnue de la XVI<sup>e</sup> législature.*

Sur les 618 sièges à pourvoir, au lieu de 615 — par suite de la création de trois circonscriptions nouvelles — 185 députés seulement avaient été élus au premier tour de scrutin, le 26 avril, soit 30 %, la proportion la plus basse qu'on ait jamais enregistrée. Il n'y avait eu que trois départements dans la métropole, un en Algérie et quatre aux colonies qui aient élu tous leurs représentants au premier tour : la Lozère, la Meuse, la Corse, Constantine, la Réunion, la Guyane, le Sénégal et l'Inde française, ces trois dernières colonies n'ayant qu'un seul député. Dans vingt-deux départements et deux colonies, aucun candidat ne l'avait emporté. Il restait donc pour le scrutin de ballottage 433 députés à élire, dont 424 pour la France métropolitaine, 5 en Algérie et 4 dans les colonies.

Entre les deux tours se sont produits, comme d'habitude, d'assez nombreux désistements, et aussi des candidatures nouvelles. Dans les partis adhérant au Rassemblement populaire, en particulier, on a vu dans la plupart des circonscriptions les communistes, les socialistes S. F. I. O., les socialistes U. S. R. et même les radicaux-socialistes se désister mutuellement au profit de celui des leurs qui était le plus favorisé. Cette discipline assez strictement observée a été pour une large part la cause de la victoire socialo-communiste. Ce sont, par contre, les radicaux-socialistes et les socialistes dissidents ou indépendants qui paraissent avoir fait les frais de cette coalition de dernière heure.

### LA POUSSÉE D'EXTRÊME GAUCHE

Pour apprécier la poussée d'extrême gauche qui s'est manifestement accusée dans le vote du pays, ce ne sont pas les voix du second tour qu'il faut considérer, car elles ne répondent pas nécessairement aux opinions personnelles des électeurs. Il

n'en va pas de même pour le premier tour, où chacun est censé avoir voté pour le candidat de son propre parti. Quel est donc le nombre des suffrages qui sont allés, au premier tour, aux extrémistes ? La question mérite d'être examinée de près. Plusieurs statistiques ont d'ailleurs été publiées à cet égard, les unes relatives aux communistes seuls, les autres bloquant ensemble les suffrages communistes et socialistes.

L'une d'elles a été dressée par *le Temps*, qui a relevé pour toutes les circonscriptions le nombre des suffrages communistes en 1932 et en 1936. Pour Paris et sa banlieue, ils sont passés de 277.897 à 475.255, soit une augmentation de 197.358 ; pour les autres départements métropolitains, sauf la Corse, leur progression a été de 502.600 à 1.002.590, soit une augmentation de 499.990. Pour l'ensemble de la France, enfin, ils se sont élevés de 780.497 à 1.477.845, soit une augmentation nette totale de 697.348.

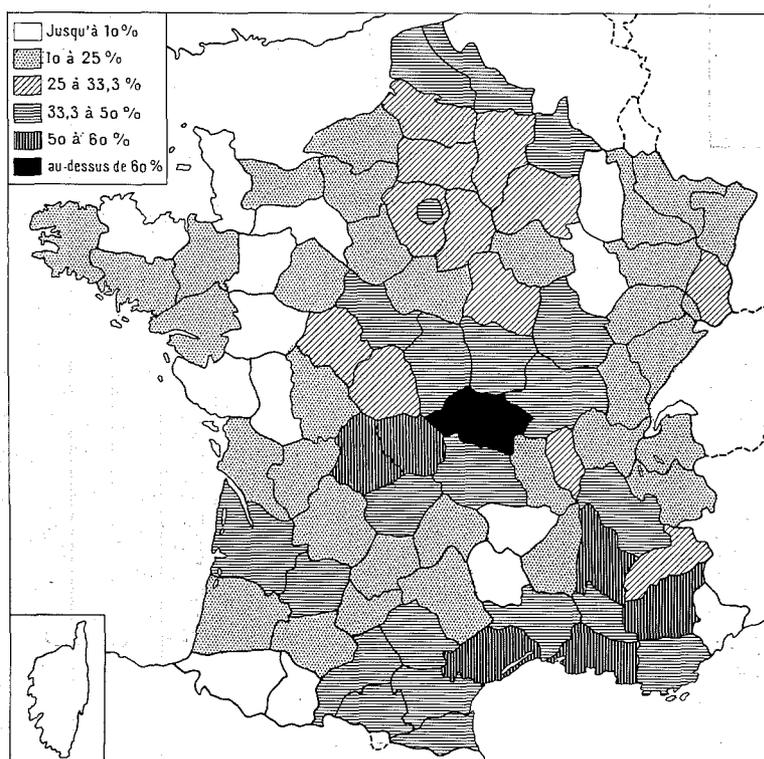
Cet accroissement des voix communistes est général, sauf dans le Doubs, dans les Landes et dans la Mayenne, où l'on constate une légère régression qui atteint néanmoins 1.693 voix dans les Landes. Les départements où les communistes ont enregistré le plus de progrès sont, en dehors de la Seine, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne, les Bouches-du-Rhône (40.072) ; le Nord (37.683) ; le Rhône (20.579) ; la Loire (17.136) ; les Alpes-Maritimes (15.884) ; le Var (14.617) ; la Dordogne (13.640) ; le Bas-Rhin (12.579) ; le Gard (12.532) ; l'Allier (12.396) ; le Pas-de-Calais (12.207) ; la Somme (11.633) ; la Seine-Inférieure (11.321) ; la Gironde (10.950). Dans tous les autres départements les progrès communistes sont inférieurs, et souvent très largement, à 10.000 voix. Quant à l'Algérie, qui ne figure point dans le total cité plus haut, l'augmentation des suffrages commu-

nistes y est de 12.860. (Mais en 1932 il n'y avait eu, pour toute l'Algérie, que 1.748 voix communistes contre 14.608 cette année.)

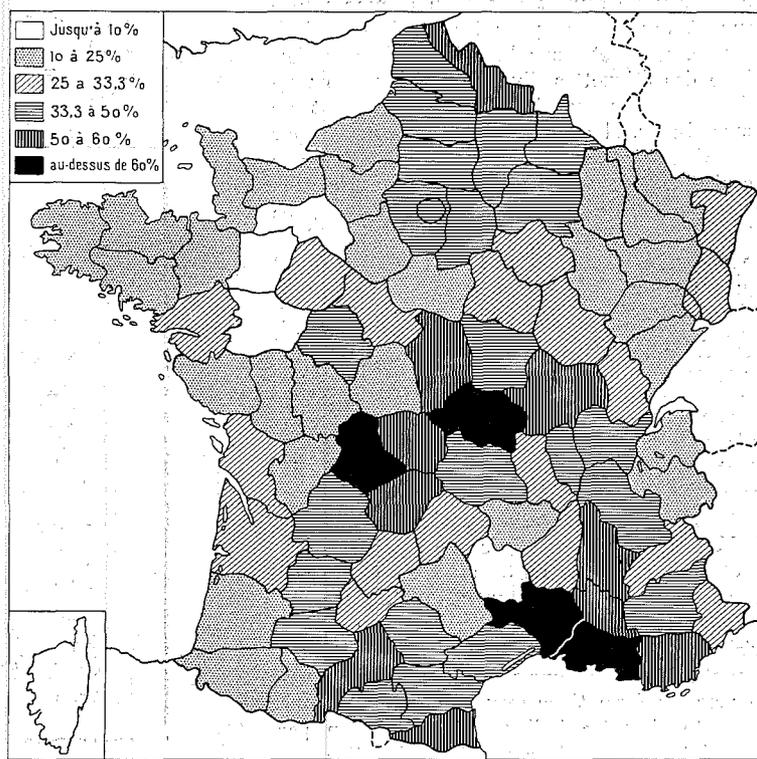
Les communistes dissidents, pupistes et Unité ouvrière ont également réalisé un progrès : 184.763 voix au lieu de 78.472, soit 106.291 en plus. Au total, les communistes orthodoxes ou dissidents ont obtenu, en chiffres ronds, 800.000 voix de plus qu'en 1932.

Il est intéressant de rechercher d'où peuvent provenir ces 800.000 voix. La participation électorale a été plus élevée en 1936 qu'en 1932 : environ 266.000 de plus. Il est possible qu'une partie de ces abstentionnistes d'il y a quatre ans aient voté pour les communistes, mais, évidemment, pas tous. D'autre part, les partis hostiles au Front populaire ont marqué seulement un léger recul : 57.420 voix, selon les chiffres du *Temps* (4.323.297 au lieu de 4.380.717). Par contre, les socialistes S. F. I. O. sont descendus de 1.964.384 à 1.887.209, soit 77.175 en moins. Mais l'U. S. R. composée, en majeure partie, d'anciens socialistes S. F. I. O. qui se sont détachés de l'unité au cours de la législature dernière, a gagné 106.291 suffrages, ce qui compense, et fort au delà, les pertes socialistes. Il reste les radicaux. Ils ont été lourdement éprouvés : 1.401.974 voix au lieu de 1.836.991, soit 435.017 en moins. C'est manifestement dans leurs rangs que s'est recruté le gros des nouvelles voix communistes. Il faut néanmoins admettre que, dans certaines circonscriptions, par tactique électorale, des « nationaux » ont voté pour le communiste afin d'empêcher le radical-socialiste d'arriver en tête et de créer un ballottage, en se réservant de reporter leurs voix, au second tour, sur le candidat qui répondrait le mieux à leurs préférences.

Pour ne pas surestimer la progression du communisme en France, il convient aussi de rappeler



En 1932 (1<sup>er</sup> tour).

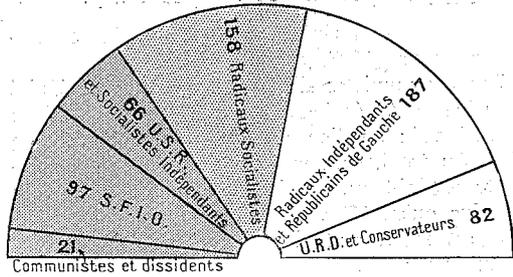


En 1936 (1<sup>er</sup> tour).

POURCENTAGE COMPARÉ DES SUFFRAGES SOCIALO-COMMUNISTES, PAR DÉPARTEMENTS

qu'aux élections de 1928, au premier tour, le total des voix communistes avait été supérieur à ce qu'il fut en 1932 : 1.063.943 au lieu de 780.497, de sorte que les gains communistes, même apparents, ne sont que de 413.902 par rapport à 1928.

Il n'en reste pas moins que la poussée à gauche a été indéniable. On s'en rendra compte en comparant les deux cartes que nous publions à la page précédente, d'après le *Bulletin quotidien de la Société d'informations économiques et financières*. Elles indiquent, par département, le pourcentage des voix socialo-communistes après le premier tour des élections en 1932 et 1936. Ce pourcentage a augmenté, pour l'ensemble du territoire, de 7%. Dans 22 départements il y a eu, en faveur des partis rouges, un déplacement de 0 à 5% ; dans 25, plus Paris, un déplacement de 5 à 10% ; dans 20, de 10 à 20% ; dans 5, enfin, de plus de 20%. Ces derniers départements sont : la



Répartition des partis après les élections de 1932.

Corrèze (21,3), l'Ardèche (22,2), la Haute-Loire (22,4), les Alpes-Maritimes (23,7) et l'Ain (26,4). En revanche, dans 18 autres départements, le bloc socialo-communiste est en régression de 0,6 à 12,3%. Ce maximum est atteint dans l'Hérault. Aussitôt après vient la Gironde, avec 10%.

LA NOUVELLE CHAMBRE

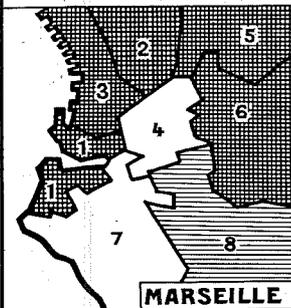
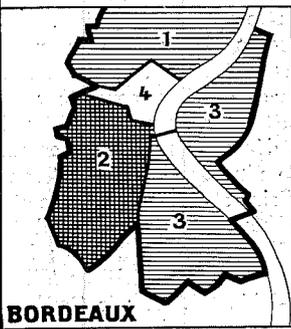
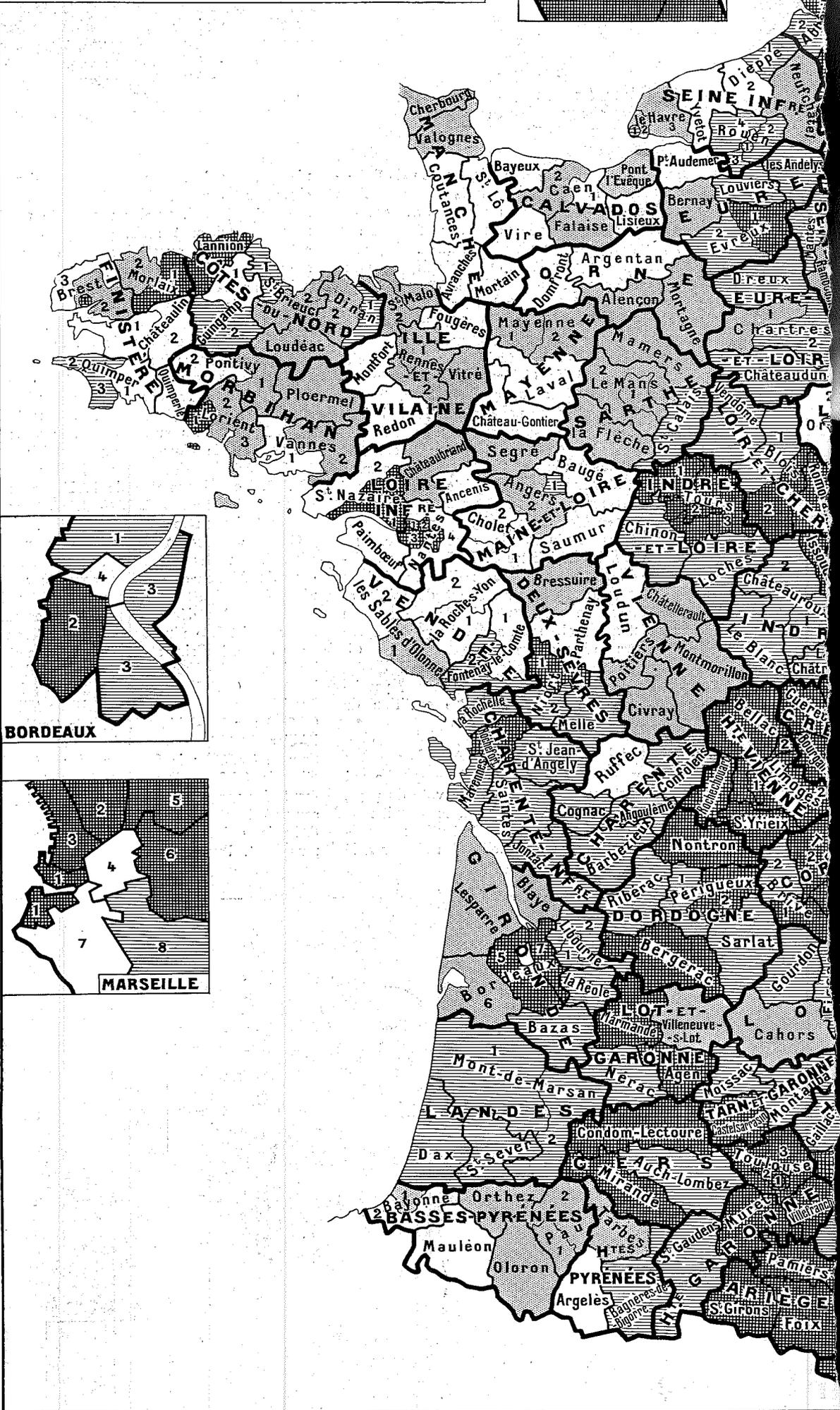
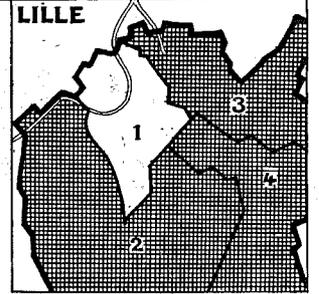
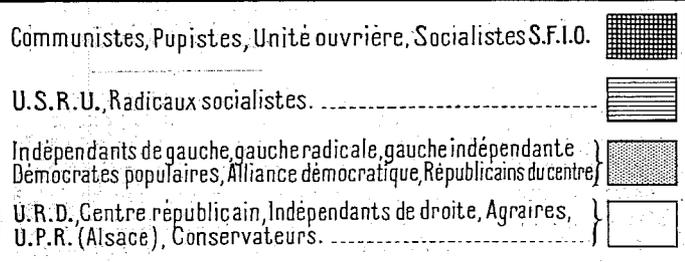
Pour en venir à la nouvelle Chambre, issue des deux scrutins du 26 avril et du 3 mai, sa composition sera la suivante, d'après la nomenclature faite par le ministère de l'Intérieur pour 614 sièges :

Communistes	72	au lieu de	10	+ 62
Communistes dissidents	10	—	11	— 1
Socialistes S. F. I. O.	146	—	97	+ 49
Socialistes U. S. R.	26	—	45	— 19
Socialistes indépendants	9	—	21	— 12
Radicaux-socialistes	115	—	158	— 43
Radicaux indépendants	31	—	65	— 34
Républicains de gauche	83	—	99	— 16
Démocrates populaires	23	—	23	0
Républicains U. R. D.	88	—	76	+ 12
Conservateurs	11	—	6	+ 5
	614		611	

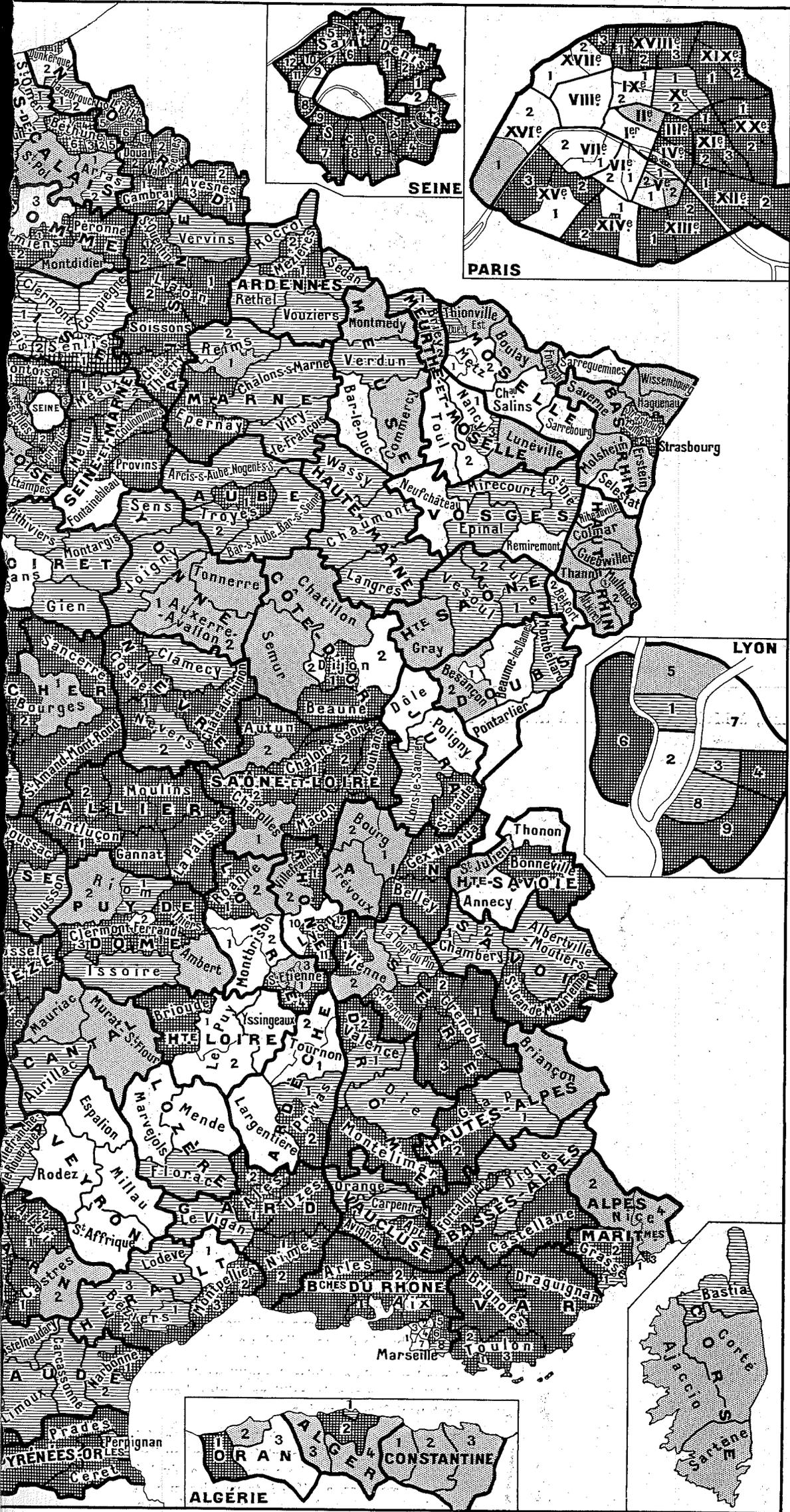
Ce tableau ne saurait être tenu comme rigoureusement exact, sauf pour les partis organisés. Il groupe, en effet, sous la même dénomination générale des étiquettes diverses et beaucoup trop nombreuses pour que l'on puisse faire état de chacune d'elles. Il en est qui sont apparues pour la première fois ou qui ne sont portées que par un seul élu. Surtout quand il s'agit d'un député nouveau, il est assez difficile de le classer avec certitude.

On observera d'abord que les gains s'inscrivent uniquement au bénéfice des extrêmes, de gauche ou de droite. Ils sont beaucoup plus élevés à gauche — 111 sièges — mais les républicains U. R. D. et les conservateurs progressent, eux aussi, de 17 sièges, aux dépens des républicains de gauche, plus proches du centre. A l'autre aile, les grands vaincus sont les radicaux-socialistes qui perdent plus du quart de leurs anciens effectifs et cessent d'être le parti numériquement le plus important de la Chambre. Les socialistes U. S. R. ou indépendants, plus modérés que les S. F. I. O., sont également réduits de 31 unités, soit près de la moitié. Pour les radicaux-socialistes, ils ont certainement pâti du discrédit que le scandale Stavisky et la journée du 6 février ont jeté sur leur parti. Mais on constate une tendance marquée vers les formations avancées.

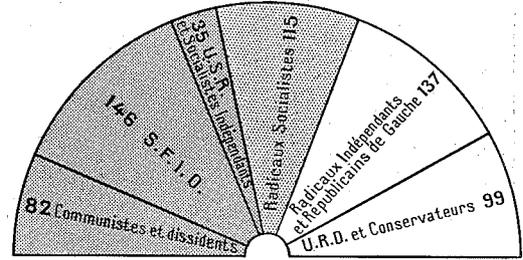
La carte ci-contre indique, circonscription par circonscription, la couleur politique des élus. On pourra la comparer à celle que nous avons déjà publiée le 25 avril, pour l'ancienne Chambre. Afin



LA DISTRIBUTION DES PARTIS



de simplifier la lecture, on a réduit à quatre les catégories. L'une, représentée par un quadrillé, englobe les communistes orthodoxes ou dissidents, et les socialistes S. F. I. O. La seconde, figurée par des traits horizontaux, est affectée aux socialistes U. S. R., indépendants, et aux radicaux-socialistes. Là s'arrête, en somme, la frontière théorique du Front populaire. Les autres partis — en grisé ou en blanc, selon qu'ils penchent à gauche ou à droite — sont ceux qui combattent le Front populaire ou qui n'ont jamais fait alliance avec lui. Il est manifeste que blancs et grisés occupent une superficie bien moindre que pour l'ancienne Chambre, et que le noir — qui est, politiquement, le rouge — est devenu envahissant. Certaines régions, comme le Nord, ont perdu plusieurs circonscriptions modérées, l'Ouest conservateur s'est laissé entamer et il n'y a que quelques rares départements, comme la Manche, le Calva-



Répartition des partis après les élections de 1936.

dos, l'Orne, la Mayenne, l'Ille-et-Vilaine, la Moselle, le Haut-Rhin et les Basses-Pyrénées, pour ignorer même le radical-socialisme.

Quant aux grandes villes et à leur banlieue, elles ont été submergées : sur les 40 députés de Paris, on compte 16 communistes, 3 pupistes, 1 socialiste S. F. I. O., 2 membres de l'Union socialiste et 1 radical-socialiste contre 17 représentants du centre ou de la droite, et dans la Seine, sur 21 députés, 2 seulement sont de l'U. R. D. et les 19 autres, communistes (16), pupiste (1) ou socialistes S. F. I. O. (2).

RÉELUS, BATTUS ET NOUVEAUX

Quelques personnalités politiques, mises en ballotage au premier tour, ont sauvé leur siège au second : entre autres M. Edouard Herriot, à Lyon, M. Bouisson, à Marseille, M. Marquet, à Bordeaux, M. Marchandau, à Reims, M. de Monzie, à Figeac, M. Palmade, à Saintes. Mais le scrutin aura été fatal à cinq membres du gouvernement : MM. Guernut, battu au premier tour, Déat, Stern, Pierre Mazé, au second, et Nicolle (qui ne se représentait pas). Parmi les autres battus au second tour on peut citer MM. Désiré Ferry, Fourès, de Tastes, Fabry, Cathala, Daniélou, Falcoz, Henry-Paté, Pierre Mortier, Franklin-Bouillon, Julien Durand, Jean Piot, Henry Torrès, Pierre Appell, Montagnon, Alexandre Varenne. M. Germain-Martin s'était retiré de la lutte entre les deux tours. Par contre, parmi les nouveaux se trouvent MM. Jean Hennessy, ancien ambassadeur de France, Bergery, Bossoutrot, auxquels on peut ajouter M. Jean Chiappe, élu en Corse dès le premier tour, mais qui n'avait pas encore été proclamé lorsque notre dernier numéro avait été mis sous presse.

Le nombre des nouveaux élus, au premier et au second tour, s'élève à 278, contre 336 sortants réélus. C'est là une forte proportion, mais qui a été à plusieurs reprises dépassée. Voici, comme termes de comparaison, quels étaient les chiffres des « nouveaux » dans les précédentes législatures : en 1914, 191 ; en 1919, 370 ; en 1924, 260 ; en 1928, 307 ; en 1932, 210.

On peut enfin se demander ce que serait la nouvelle Chambre si fonctionnait chez nous le système de la représentation proportionnelle. Pour 608 sièges à pourvoir — les 10 sièges coloniaux étant exclus — un député aurait été élu par 16.000 votants environ, et la répartition serait à peu près la suivante : communistes, 93 ; communistes dissidents, 11 ; socialistes S. F. I. O., 116 ; U. S. R. et socialistes indépendants, 38 ; radicaux-socialistes, 81 ; radicaux indépendants, républicains de gauche et démocrates populaires, 129 ; U. R. D. et conservateurs divers, 140.

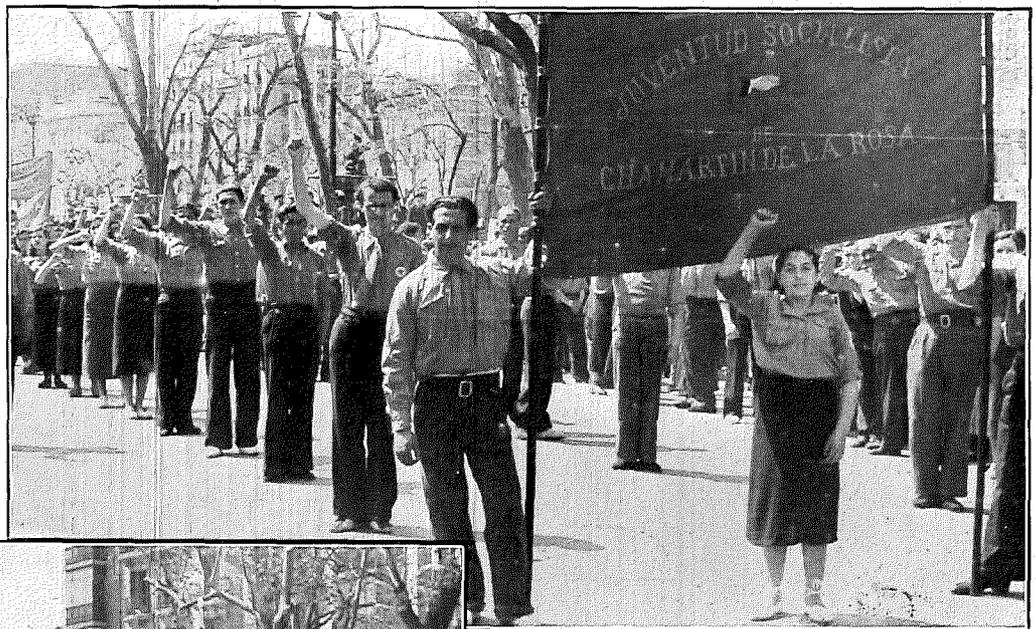
ROBERT DE BEAUPLAN.



Le cortège du 1<sup>er</sup> mai, à Madrid, se déroulant à travers le Prado.

#### LA CÉLÉBRATION DU 1<sup>ER</sup> MAI

En Allemagne, la journée du 1<sup>er</sup> mai, devenue la « fête de la joie et du travail », a donné lieu à des réjouissances populaires et à de théâtrales parades national-socialistes qui se sont déroulées dans toutes les villes. A Berlin, au Lustgarten, devant les formations d'honneur de l'armée, les sections d'assaut et les autres organisations du parti nazi, le ministre Goering a célébré l'union des travailleurs manuels et intellectuels, la solidarité entre les combattants du parti national-socialiste et les soldats de l'armée nouvelle. Son discours fut surtout un plaidoyer en faveur du réarmement de l'Allemagne et une exaltation de l'homme « qui a rendu au peuple allemand l'honneur, la liberté et la fierté ». Ce fut ensuite le tour du chancelier Hitler, qui rappela les 1<sup>er</sup> mai d'autrefois dans la discorde et la haine, en les



Les enfants et les jeunes gens dans le cortège du 1<sup>er</sup> mai, à Madrid.

comparant au spectacle qu'il avait sous les yeux : « Hors d'Allemagne, s'écria-t-il, il semble que le 1<sup>er</sup> mai soit encore ce qu'il était naguère. On a l'impression que, là-bas, on a peur de ce jour de printemps. Que cette fête soit un avertissement ! Qu'elle montre que ce régime s'appuie non sur les baïonnettes, mais sur les cœurs ! » Et le Führer de réitérer ses affirmations pacifiques : « Je n'ai nullement besoin d'accomplir des exploits glorieux pour faire respecter et estimer mon peuple. Je n'ai pas besoin de conduire des millions d'hommes à l'abattoir pour que des millions d'autres hommes croient peut-être en moi. »

Cependant, en Espagne, où le chômage a été complet, des manifestations extrémistes ont eu lieu partout. A Madrid, un immense cortège, évalué à 250.000 personnes, a défilé à travers les rues, le poing levé, les bannières rouges déployées, en chantant *l'Internationale* et en acclamant la révolution sociale et les soviets. Après quoi une délégation est allée présenter au président du Conseil, M. Azana, les revendications du *Frente popular*.